



La chute de la macronie avec la chute de l'ultra libéralisme

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

Mondialisation.ca, 05 août 2019

Le chômage fait 14.000 morts par an en France, car le chômage provoque du stress, le stress favorise les cancers et d'autres maladies, notamment cardio vasculaires, ainsi que des suicides.

Comme nous l'avons dit, analysé, redit et répété de multiples fois dans les articles précédents, l'ennemi absolu des hommes aujourd'hui, c'est l'ultra libéralisme ou néo libéralisme, comme on veut.

Nous avons également eu l'occasion d'expliquer dans un article consacré à ce sujet spécifique, ce qu'était l'ultra ou néo libéralisme et pourquoi l'ultra ou néo libéralisme était un fascisme. Comme le dit l'avocat des Gilets jaunes de Rouen, François Boulo: le néo libéralisme c'est « la dictature des ultra riches ». Toutes les règles de la société ont été conçues dans leur intérêt. Lorsque les règles sont absentes, cette absence de règles sert aussi leurs intérêts.

Nous savons que les chiffres de l'INSEE sont tout à fait fantaisistes: la caste au pouvoir fait ce qu'elle veut, sachant que ni vous ni moi, n'avons les moyens d'aller vérifier les sources de l'INSEE.

Par exemple, le coût moyen du logement, ce n'est pas du tout 15% dans le budget, comme le prétendent les chiffres de l'INSEE. Il s'agit au moins en moyenne du tiers du budget qui part dans les coûts de logement. Pourquoi l'INSEE ment-il? Pour servir la cause de qui? Qui sont tous ces gens arrogants qui nous prennent pour des idiots? Qu'est-ce que nous attendons pour nous en occuper sérieusement?

Les 500 familles les plus riches de France comptaient à elles seules pour 6,7% du PIB français, en 1996. Puis, en 2017, elles sont passées à 25% du PIB. En 2018, elles sont passées à 30% du PIB. Le montant des dividendes distribué par le CAC 40 en 2017 était de 47 milliards, puis de 57 milliards en 2018!

Les milliardaires français sont ceux qui s'enrichissent plus que partout ailleurs dans le monde. La théorie du « ruissellement » était tellement grotesque que Macron lui-même a fini par dire qu'il n'y croyait plus, mais que ce qui était plus juste, selon lui, c'était la théorie du « premier de cordée ».

Chacun aura parfaitement compris, bien entendu, que cela revient strictement au même, puisque dans la réalité, les « premiers de cordée » ont depuis longtemps coupé la corde, comme le dit également François Boulo dans son discours « Grand Angle » du 10 juillet

2019, audible sur You tube du 24 juillet 2019.

Il est clair que l'argent des riches ne va pas dans l'économie réelle: les riches placent leur argent dans ce qui présente le moins de risque possible et le plus de rentabilité possible. Cet argent du « ruissellement », ruisselle dans la sphère financière exclusivement: l'argent produit de l'argent qui se suffit à lui-même. Voilà pourquoi, nous ne voyons jamais les fruits de cette récolte abondante qui demeurent dans la poche des ultra-riches.

Lorsque l'argent est réinjecté dans l'économie, ce sont tous les secteurs qui en profitent et le travail est assuré pour tous. Mais si l'argent n'est pas réinjecté dans l'économie, le travail se trouve très rapidement en pénurie et apparaît alors le chômage de masse, parce que les plus riches gardent les richesses pour eux tout seuls. La solidarité humaine n'existe pas pour ces gens-là qui se sont pourtant enrichis grâce à la participation des travailleurs!

De là il est simple de comprendre pourquoi les « élites » politiques n'ont plus besoin du peuple; elles n'ont surtout pas besoin de la démocratie et font tout ce qui est en leur pouvoir pour nous arracher des mains tout ce qui pourrait encore ressembler à des droits démocratiques. Les « élites » nous disent : d'un côté vous avez la « démocratie » et de l'autre « le progrès », comme l'explique si souvent Jacques Attali, l'éminence grise des rats politiques qui nous gouvernent.

Donc, si nous voulons le « progrès », il faut laisser tomber la « démocratie ». Nous avons abondamment parlé, dans les articles précédents sur les Gilets jaunes, du RIC, de la nécessité d'inscrire le Referendum d'Initiative Citoyenne en toutes matières dans la Constitution française et à partir de là retrouver notre souveraineté démocratique, justement le contraire de ce que nous conseillent les « élites », comme par hasard.

Nous savons tous qu'il n'y a pas de choix démocratique contre les traités européens qui nous ont dépouillés de notre souveraineté. Nous avons expliqué, dans les articles précédents, comment cela s'était organisé à notre insu et comment nous nous étions retrouvés, nous Français, à voter à un referendum en 2005 pour nous « prononcer » sur quelque chose qui avait déjà été décidé sans notre avis et sans qu'on puisse rien y changer, cela expliquant pourquoi en 2008, le Traité de Lisbonne pouvait aussi facilement nous être imposé!

Les Français, comme les autres, avaient été dépouillés de leur souveraineté et nous n'en savions rien! Nous n'avions plus du tout la liberté de décider. Ce qui relevait désormais de notre défunte liberté démocratique, équivalait à un chèque en blanc signé par les Français pour que des dictateurs anonymes fassent d'eux ce que bon leur semblait! Comment une telle comédie politique a-t-elle pu se jouer dans notre dos? Par la trahison des « élites » politiques.

Les élections devenaient du même coup, une farce de mauvais goût : que nous votions à gauche, à droite ou au centre, peu importe, puisque l'Union Européenne avait fixé les règles sans notre avis. Je renvoie le lecteur aux articles précédents sur les Gilets jaunes, publiés dans www.mondialisation.ca, dans lesquels nous examinons la mécanique bien huilée des moyens mis en œuvre pour tout verrouiller et comment, dans cette mécanique, les règles qui interdisaient l'harmonie sociale et l'harmonie fiscale étaient fondamentales pour servir les intérêts de l'ultra ou du néo libéralisme lâcher brutalement sur le territoire européen, comme le renard dans le poulailler!

Les dépenses de l'État français, c'est 320 milliards d'euros par an et les recettes, c'est 240 milliards d'euros par an. La différence fait le « Déficit ». Or, il ne faut pas dépasser 3% de « Déficit » par an, sous peine de sanctions. La fameuse « dette », c'est l'accumulation de tous les « Déficits » depuis 40 ans, date des accords de la Jamaïque qui ont décidé de briser les accords de Bretton Woods ayant été signés quant à eux en juillet 1944 pour éviter de retomber dans les guerres meurtrières, conséquences graves inévitables de la logique ultra ou néo libérale...

Ce qui a donc été fait en 1976 à la Jamaïque, c'est ce qui garantit la guerre à venir, inévitable, puisque cette initiative malheureuse allait à nouveau ouvrir la porte de la conséquence logique des principes de l'ultra libéralisme débridé.

Même si nous ne dépassons pas les 3% de déficit, comme l'exigent ces « élites » au pouvoir à Bruxelles, et qui ont fabriqué eux-mêmes ces règles écrites dans les Traités que nul ne peut contester, il n'empêche que nous continuons à fonctionner en adoptant des budgets qui sont d'office déficitaires de toute manière. Donc, CQFD, nous continuons de provoquer forcément du déficit depuis 40 ans qui augmente systématiquement la dette par le fait même. Les « élites » qui se sont emparées du pouvoir, ont organisé la dette obligatoire pour le plus grand bonheur de la dictature bancaire, de la mafia du système parasitaire financier qui nous vole impunément en trouvant le moyen par dessus le marché de nous accuser d'un manque de « responsabilité » en nous culpabilisant et en nous sanctionnant par les Agences de notations du Triple A en Zéro A, dès que la dette dépasse la ligne rouge qu'elles ont elles-mêmes fixée dans les règlements en leur faveur. La dette est donc un système sciemment organisé et permettant à la dictature bancaire de nous faire les poches à perpétuité!

Le refrain qui revient donc systématiquement dans la bouche des serviteurs politiques de ce système mafieux, c'est la nécessité de « réduire les dépenses publiques », de « réformer les Institutions de l'État », de « privatiser » les grandes entreprises comme EDF, GDF, la SNCF, les Aéroports et les Hôpitaux, la Sécurité Sociale...etc.

Ce système crée volontairement de la dette. L'argent n'est pas réinjecté dans l'économie réelle. Le travail est donc réduit. Pôle emploi dit qu'il y a 300.000 postes à pourvoir au grand maximum et en même temps déclare 6 millions de chômeurs!

Pour ce monde organisé par une « merdaille » politique, il y a donc au moins 5 millions 700.000 individus en France à exterminer d'office, puisque non rentables, non exploitables, non utiles à cette société d'égocentriques exaspérés. Il se trouve que les Gilets jaunes font partie de cette « populace » « populiste » à exterminer, puisqu'ils protestent au nom de ces rebus de l'humanité.

Macron a menacé les « fainéants de chômeurs », ces 300.000 chômeurs qui n'acceptent pas le premier job venu sur la liste des postes à pourvoir, et qui tardent à « traverser la rue pour trouver du travail ». Il a aussi organisé la chasse au chômeur, la persécution du chômeur, la torture du chômeur et donc sa mort quasi inévitable... Il a pensé une loi pour martyriser ces gens qui n'ont pas de travail parce qu'il n'y a pas de travail, parce que ses amis, les ultra-riches, ne mettent pas la richesse au service de l'économie réelle...

Macron le tortionnaire de chômeurs, a la haine des chômeurs qui sont déjà les victimes malheureuses de ses amis ultra riches. Aujourd'hui, les chômeurs souffrent parce qu'ils n'ont plus les revenus de leur travail, parce qu'ils ne trouvent pas de travail et en subissent

les conséquences sur leur état de santé, parce que Macron les harcèle, parce que toutes les aides sont réduites à néant, parce que le discours méprisant de ce pantin de la dictature des ultra riches les accable arbitrairement, parce qu'ils sont culpabilisés en permanence...

Comment cette situation de grave injustice pourrait-elle s'achever autrement que par un prochain bain de sang?! Il n'y a pas d'autre issue: ce pouvoir arrogant campe dans ses certitudes bornées de flibustiers au service de la haute finance. Pour ces criminels au pouvoir, il n'y a rien à changer: l'erreur ce sont ces « salauds de pauvres » qu'il faut d'une manière ou d'une autre exterminer. La police transformée en milice fait tout ce qu'elle peut pour maltraiter le peuple Français trop habitué à faire entendre sa voix...

Étant donné que nous n'avons plus le contrôle de la monnaie, puisque c'est la BCE qui fait la loi, nous sommes donc obligés d'emprunter au secteur bancaire privé : les règles ont été conçues pour cela. Et bien entendu, nous avons alors 40 milliards par an d'intérêts à payer aux banques, dont la béatitude est définitivement assurée, même si elles venaient à provoquer de nouvelles crises par leur gestion désastreuse en produits toxiques, puisqu'alors elles se serviraient de notre épargne sans nous demander notre permission. Les banques seraient « sauvées » à nouveau, pendant que nous serions massacrés sur place par ce vol abominable pratiqué en toute « légalité », puisque les règles ont toutes été fixées par les tyrans qui les dirigent.

Le principe de la dette et du déficit est donc volontairement organisé par les Traités européens, et c'est nous tous qui en faisons les frais, le système bancaire étant le seul heureux bénéficiaire de ce pillage à perpétuité. Si nos Etats ne voulaient pas pratiquer une politique budgétaire en faveur des seuls intérêts des banques, celles-ci les menaceraient aussitôt d'augmenter les taux d'intérêts. Ce chantage est abominable, puisque l'argent des banques vient du travail des peuples ainsi pris en otages par cette organisation mafieuse criminelle.

Lorsque les Italiens, par leur vote interne « dissident », ont décidé leur fronde avec l'UE, le Haut Commissaire allemand a déclaré que « les marchés financiers allaient apprendre aux Italiens à bien voter ! » Depuis que nous sommes passés à l'Euro, chaque Français a perdu 55.000 euros!

Avec les Italiens, nous sommes les plus gros perdants de toute l'UNION EUROPÉENNE. Les Allemands, en revanche, en ont le plus profité, puisque l'euro a été calé sur le Deutsch Mark. C'est pourquoi, les Allemands étaient menaçants avec la Grèce et sont aussi menaçants avec l'Italie. Étant donné que les Français, abusés, ont été obligés de « bien voter » pour un serviteur de l'ultra ou néo libéralisme, les Allemands font encore et toujours des sourires à Macron, mais Angela Merkel s'est empressée de signer des accords à Aix-La-Chapelle, avec le squatter de l'Élysée, pour bien verrouiller la liberté des Français mis en cage...

On dirait un remake de juin 1940: les Allemands s'imposent à l'UE dans sa totalité ; ils dictent leurs lois ; ils menacent ceux qui se rebellent ; ils signent un pacte avec la France à Aix-La-Chapelle, comme si nous étions revenus au gouvernement de Vichy. Macron a signé ce pacte avec l'Allemagne comme Pétain avait signé son accord avec Hitler dans le wagon de Compiègne. En échange, la France est provisoirement épargnée par la colère allemande. Nous sommes clairement perdants dans ces accords signés avec Merkel et les Allemands ont acquis par ce texte du mois de janvier 2019, des droits exorbitants y compris sur la France et sa politique! C'est une haute trahison qui avait valu à Pétain, sa condamnation à

mort. Macron se trouve dans la même position, c'est pourquoi il faisait l'éloge de Pétain juste avant l'anniversaire du Traité de Versailles du 28 juin 1919 ayant mis fin à la première guerre mondiale, dans le but de faire comprendre aux Français, que ce qu'il avait fait avec Merkel à Aix-La-Chapelle, c'était ce qu'il y avait de mieux pour la France.

Rien n'est plus possible pour nous, rien ne peut plus changer pour nous, dans le cadre des Traités européens qui ont organisé l'UE pour les seuls intérêts de l'ultra ou néo libéralisme.

Il est donc impératif de passer de l'Europe de la mafia bancaire constituant le 4^{ème} Reich, à l'Europe des peuples.

Macron ne peut donc rien changer; ses promesses du 10 décembre 2018 étaient pitoyables ; il ne peut rien décider puisque l'UE a fixé les règles qu'elle impose à la France. Dans un autre article nous avons vu comment tout cela se présente concrètement à nous.

Les Français ont pris conscience de la situation. Ils ont compris que tout cela relevait d'une haute trahison. Ils savent qu'ils ont tout perdu et qu'ils n'ont donc plus rien à perdre. Ils savent également que cette réaction présente ne peut plus s'arrêter et que la dictature des riches, mise en place par les riches, va le leur faire payer. Ils savent que le massacre est inévitable. Ils savent que cette dictature de l'arrogance et du mépris vit ses derniers jours.

Les Gilets jaunes ont retrouvé l'extrême importance de la fraternité et solidarité. Nous allons maintenant nous attaquer à tout ce qui fait en soi, sur le terrain, l'organisation du pouvoir mafieux qui nous pille sans vergogne. Le pouvoir est descendu dans les infrastructures, dans le décor de la société. Nous allons nous attaquer à ce décor, nous allons démonter ces infrastructures une à une et nous attaquer aux flux qui régulent ces infrastructures, car il en va de la justice sociale et de la justice fiscale afin de retrouver ce qui nous manque encore : la liberté et l'égalité pour le peuple souverain.

Le pouvoir doit être mis à genoux d'une façon ou d'une autre, la Constitution réécrite, la démocratie enfin établie, la sortie obligatoire de cette UE qui n'est pas celle des peuples, la liberté démocratique et les libertés publiques qui vont de paire, l'égalité des droits et des devoirs, le bonheur de se retrouver dans une communauté de destin...

Pour se coordonner efficacement sur des actions concertées, sur tout le pays, nous avons besoin d'un outil commun: il existe actuellement. Il s'appelle « lalignejaune.fr » et il est destiné à permettre une identification par l'opinion publique. Puisque les grands médias, entre les mains de la dictature des ultra-riches, nous sabotent volontairement, nous devons inventer une opposition citoyenne qui soit visible et identifiable par l'opinion publique. C'est là que nous en sommes aujourd'hui, car le combat n'est pas fini, il ne fait que devenir féroce par la radicalisation des « élites » exaspérées et acculées à leur inconséquence et irresponsabilité.

Jean-Yves Jézéquel

Le 4 août 2019

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca